

PLAN D'ACTION

Rapport d'évaluation : Évaluation des répercussions du port de l'uniforme dans les établissements pour femmes

Permissions de sortir avec escorte	Le Secteur des délinquantes a entamé un examen des activités de réinsertion sociale dans les établissements pour femmes et la collectivité. Le premier rapport, rédigé en septembre 2006, portait sur plusieurs domaines clés, notamment sur les permissions de sortir avec escorte. Un examen particulier des questions ayant une incidence sur les PSAE pour des raisons de développement personnel et des raisons familiales a été entamé. (Échéance : le 31 mai 2007)
Communication, confiance et respect	<p>Voici des éléments essentiels qui font partie du fondement de la philosophie de « <i>La création de choix</i> » et de l'approche à l'égard des services correctionnels pour femmes. On apporte actuellement des modifications au Programme de formation correctionnelle (PFC) afin de mieux répondre aux besoins de formation et de perfectionnement de compétences des intervenants de première ligne en mettant davantage l'accent sur la communication, la résolution de problèmes et l'interaction efficace avec les délinquants. La nouvelle version du PFC devrait être achevée d'ici septembre 2007. L'importance accrue accordée à cette question contribuera à mieux préparer le personnel à interagir avec les délinquantes.</p> <p>On a également entrepris la révision du volet de la formation axée sur les femmes, d'une durée de huit jours, afin d'accorder une importance accrue aux habiletés pratiques et aux méthodes d'intervention conformes aux théories et aux principes axés sur les femmes. On procède actuellement à la mise à jour de la formation d'appoint axée sur les femmes, qui dure une journée, afin de refléter la nouvelle version (septembre 2007).</p>
Thème touchant les communications	Un plan de communications particulier, qui coïnciderait avec la publication de ce rapport, doit être élaboré pour les groupes suivants : le syndicat, le personnel et les directeurs des établissements pour femmes, les comités consultatifs de citoyens, le Bureau de l'enquêteur correctionnel et d'autres partenaires clés. (Échéance : le 28 février 2007)